



UNIVERSITÀ  
DEGLI STUDI  
DI PADOVA



**“Master en Sciences de l’environnement Mention:  
«Gestion intégrée des ressources en eau et  
assainissement des villes africaines» (ref.  
FED/2011/276626).**

***Villes durables interculturelles, Assainissement des villes africaines,  
et Education au développement durable interculturel »***

Première Université Panafricaine des Pluies - Yaoundé 20 et 21 juillet 2017

## RESUME

Le présent appel à contribution s’inscrit dans le cadre du projet européen “Master en Sciences de l’environnement Mention: «Gestion intégrée des ressources en eau et assainissement des villes africaines» (ref. FED/2011/276626) » qui vise à former 300 ingénieurs au Cameroun spécialisés dans la gestion durable des ressources en eau et de l’assainissement des villes africaines. Dans le cadre de ce projet, sera organisée la première université panafricaine des pluies de Yaoundé qui se déroulera dans cette ville les 20 et 21 juillet 2017 sur le thème *Villes durables interculturelles, Assainissement des villes africaines et Education au développement durable interculturel*.

Les contributions scientifiques des participants aux travaux de cette première université panafricaine des pluies seront publiées dans la revue FORMAZIONE&INSEGNAMENTO (European Journal of Research on Education and Teaching) de l’Université Cà Foscari de Venise en 2018 et donneront lieu à deux ouvrages collectifs publiés aux Editions Harmattan en décembre 2017.

## ANNONCE

### Date et lieu

Date : 20 et 21 juillet 2017

Lieu : Yaoundé, Cameroun

### Institutions organisatrices

Dipartimento di Ingegneria Civile, Edile e Ambientale (DICEA) - Université de Padoue (Italie)

Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics de Yaoundé - Cameroun

### Argumentaire

Le rapport de Brundtland, dans son chapitre 28, exige que toutes les collectivités locales instaurent un dialogue avec les habitants, les organisations locales et les entreprises privées afin d’adopter *“un programme Action 21 à l’échelon de la collectivité”*. La concertation et la recherche d’un consensus permettraient aux collectivités locales de s’instruire au contact des habitants et des associations locales, civiques, communautaires, commerciales et industrielles, et d’obtenir l’information nécessaire à l’élaboration des stratégies les plus appropriées de développement durable au niveau local. Grâce au processus de concertation, les ménages devaient prendre davantage conscience des questions liées au développement durable. Les programmes, les orientations et les dispositions législatives et réglementaires appliqués par

les collectivités locales pour réaliser les objectifs d'Action 21 devaient être évalués et modifiés en fonction des programmes d'Action 21 adoptés à l'échelon local. Plus de vingt ans après la Conférence de Rio, nous sommes encore loin d'avoir atteint les objectifs de développement durable dans les villes africaines. Les acquis de la mise en œuvre d'une démarche *d'Action 21* locale restent discrets dans les villes des pays industrialisés et très insignifiants dans les villes des pays en développement notamment africaines. La notion de ville durable n'est pas encore ancrée dans les pratiques managériales des villes africaines et dans les politiques des gouvernements.

De manière générale, indépendamment de leur taille, l'assainissement dans les villes africaines avec les problèmes qu'il pose dans la gestion des eaux usées et des excréta, dans celle des eaux pluviales et des déchets municipaux et dangereux, englobe de nombreux enjeux relatifs à la santé publique, au développement économique et social, au bien-être des populations, et à la préservation de l'environnement. Conjugué à une urbanisation incontrôlée et à la recrudescence des épisodes pluvieux de forte intensité, l'assainissement dans les villes africaines est devenu, au fil des années, une problématique majeure qu'il est désormais impossible de dissocier de toute planification stratégique du développement durable dans les villes africaines. La question d'une approche africaine des problèmes de l'hydrologie urbaine se pose méritant la mise en place d'approches innovantes sur les questions d'assainissement qui ne doivent plus se dissocier des politiques de logement et d'urbanisation, et qui ne doivent plus privilégier les capitales et grandes métropoles au détriment des villes secondaires, de plus en plus confrontées à des taux de croissance urbaine similaires à ceux des grandes villes et qui ne sont pas moins vulnérables au risque d'inondation. La qualité médiocre, voire l'absence d'équipements et d'infrastructures d'assainissement dans la grande majorité des villes subsahariennes, pose des défis majeurs en termes de développement technologique, de financement, d'organisation institutionnelle et de capacité de planification stratégique dans le domaine de l'assainissement. Les villes africaines n'ont jamais été pensées en termes d'évolutivité et d'assainissement aussi bien pendant la période coloniale que post-coloniale. Le développement urbain en Afrique ne s'est jamais imaginé, discuté, mis en œuvre à partir d'une analyse complexe où les décideurs politiques et institutionnels ont compris la nécessité de faire émerger une nouvelle culture professionnelle, aussi bien parmi les responsables techniques des villes, que parmi les magistrats municipaux et les experts mobilisés dans le cadre des projets et programmes de développement des Pays du Nord. Les Etats africains ne se sont jamais préoccupés du fait que des politiques urbaines pertinentes supposent avant toute action d'investir durablement dans l'assainissement des villes pour disposer de réseaux de collecte des eaux usées et de pluie, et d'infrastructures de traitement des eaux usées et excréta. Cela suppose également investir dans un capital humain correctement formé pour garantir la bonne gestion de ces investissements.

Ces dernières années, la communauté internationale s'est mobilisée pour placer dans les agendas publics, le thème de l'assainissement parmi les priorités. Ainsi, si pendant longtemps il a toujours été le parent pauvre des politiques d'eau dans les pays en développement, on a pu observer une mobilisation progressive des décideurs politiques. Ainsi, en 2000, l'Assemblée Générale des Nations Unies a officiellement reconnu l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit de l'homme, au même titre que d'autres droits sociaux. L'assainissement faisait partie des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et est au cœur des préoccupations des Objectifs du Développement Durable (ODD). Parallèlement, 2008 a été déclarée année internationale de l'assainissement et a permis de sensibiliser les acteurs politiques sur leur responsabilité à promouvoir des politiques locales qui accordent une priorité aux problèmes d'assainissement. Face à toutes ces avancées significatives, comment repenser la ville africaine en mettant l'assainissement au cœur de la planification territoriale ? Comment susciter une prise de conscience des acteurs de la société civile et des politiques des villes africaines sur l'importance d'agir pour construire des villes africaines où l'assainissement liquide et solide (gestion des déchets) est à la base de toute planification stratégique de la ville de demain ? Comment mettre en place des mécanismes spécifiques pour accompagner l'ancrage du développement durable dans les villes africaines destiné à accroître les capacités de planification et de gestion environnementale des collectivités locales sur les questions liées à l'assainissement liquide et solide ?

Parler des problématiques d'assainissement dans les villes africaines, implique aussi d'aborder la question cruciale du financement. De nos jours, la question de l'assainissement appelle un investissement en équipements et infrastructures, quel que soit le type d'assainissement promu (autonome versus collectif) ou le modèle de gestion adopté. Or, face à l'ensemble des problèmes que rencontrent les villes africaines, le financement des services d'assainissement reste problématique. Les ressources actuellement allouées au secteur ne permettent pas aux villes africaines de mettre en place de programmes et projets ambitieux pour disposer des équipements et infrastructures dignes de ce nom. Dans ces conditions, comment financer l'assainissement dans les villes africaines ?

Soulignons que la réflexion ainsi entamée sur la ville durable en Afrique face aux problèmes d'assainissement ne peut se soustraire tout au moins en partie au stade actuel, de l'aide au développement. Mais l'aide au développement dans le domaine de l'assainissement a jusqu'ici été principalement orientée vers l'hygiène publique et non pas tant vers la mise en place de réseaux d'égouts efficaces et faciliter le raccordement des ménages au réseau. L'aide a rarement permis d'acquérir des compétences dans la gestion technique du réseau. Comment repenser l'aide et la coopération dans le domaine de l'assainissement afin de favoriser un véritable transfert technologique sur des questions techniques qui concernent les réseaux d'égout, les raccordements, l'habitat, les stations d'épuration des eaux usées ?

La ville durable africaine doit aussi être une ville éducative. A cet effet il n'est pas pensable de construire une ville durable interculturelle en Afrique sans y faire une éducation au développement durable. Comment faire de l'éducation au développement durable dans les villes africaines ? Quelle corrélation faudra-t-il faire entre la mise en place d'une démarche de ville durable dans les villes africaines et la mise en place sur le plan national et local des démarches d'éducation formelle, non formelle et informelle au développement durable ? Comment faire des problèmes d'assainissement, des objets d'éducation au développement durable dans les villes africaines ? Enfin quelle interaction entre éducation au développement durable et éducation interculturelle dans les villes africaines ?

Les contributions attendues doivent concerner prioritairement l'un des aspects suivants :

1. *Les expériences de Villes durables dans les villes africaines*
2. *Établir un bilan historiographique et un état des lieux de la recherche sur les villes durables en Afrique*
3. *Les plans de développement communaux et Agendas 21 locaux : similitudes et contrastes*
4. *Ce que les villes africaines peuvent apprendre du retour d'expériences des projets de villes durables en Europe*
5. *Villes durables et dialogue interculturel*
6. *Rôle et enjeu des relations internationales dans la ville durable*
7. *Diplomatie des villes durables : collectivités territoriales et relations internationales*
8. *Ville durable et coopération entre villes africaines*
9. *La coopération entre villes africaines dans le domaine de l'assainissement liquide et solide*
10. *L'enjeu foncier dans la mise en place d'une ville durable en Afrique*
11. *Ville durable en Afrique et adaptation aux changements climatiques*
12. *Les problèmes d'assainissement liquide et solide des villes africaines face aux enjeux du développement durable*
13. *Les perspectives d'analyse des problèmes d'assainissement liquide et solide dans les villes africaines*
14. *Ville durable et gestion des déchets*
15. *L'action des ONG dans le domaine de l'assainissement dans les villes africaines*
16. *L'éducation au développement durable dans les villes africaines*
17. *Les problèmes d'assainissement dans les villes africaines comme champs de réflexion en éducation au développement durable*
18. *Place et rôle des médias dans l'éducation au développement durable sur les questions d'assainissement.*

## **Modalités de soumission**

Les propositions de communication qui vont se finaliser en articles sont attendues **avant le 10 juin 2017**.

La proposition de communication comprendra le titre de la communication, un résumé en français ou anglais (Times 12, **entre 400 et 500 mots maximum**), trois mots-clés, une courte présentation de l'auteur-e (nom et prénom(s), institution de rattachement, email/courriel...). La proposition de contribution (maxi une page) doit être envoyée aux adresses: [valerie.darjo@dicea.unipd.it](mailto:valerie.darjo@dicea.unipd.it), [kutnjemdaouda@gmail.com](mailto:kutnjemdaouda@gmail.com), [eric.kamgang@yahoo.fr](mailto:eric.kamgang@yahoo.fr)

Coordonnateur de l'appel: Pr Esoh Elamé – [esoh.elame@dicea.unipd.it](mailto:esoh.elame@dicea.unipd.it)

## **Calendrier**

- Date limite de l'envoi du résumé : 10 juin 2017
- Programme définitif du colloque : 20 juin 2017
- Date du colloque : 20 et 21 juillet 2017

Le comité d'organisation prend en charge les frais de voyage et de séjour de 20 participant-e-s des pays africains et de 10 participants européens dont les contributions ont été acceptées et qui soumettent la première version de leur article avant le 10 juillet 2017.

## **Comité d'organisation**

1. Esoh Elamé, Université de Padoue
2. Maria Cristina Lavagnolo, Université de Padoue
3. Nkeng Elambo George, ENSTP Cameroun
4. Darjo Valérie, Université de Padoue
5. Beatrice Pomaro, Université de Padoue
6. Daouda Kudjem, Doctorant, Institut des Relations Internationales du Cameroun
7. Eric Kamgang, Doctorant, Institut des Relations Internationales du Cameroun
8. Lynda Kalinda, Doctorante, Université de Bordeaux, France.

## **Comité scientifique**

1. Carmelo Maiorana, Université de Padoue (Italie)
2. Maria Cristina Lavagnolo, Université de Padoue (Italie)
3. Nkeng Elambo George, ENSTP Yaoundé (Cameroun)
4. George Sawadogo, Université de Koudougou (Burkina Faso)
5. Jean Emmanuel Pondi, Université de Yaoundé 1 (Cameroun)
6. Pascal Charlemagne Messanga Nyamding, Université de Yaoundé 2 (Cameroun)
7. Laurent Charles Boyomo Assala, Université de Yaoundé 2 (Cameroun)
8. Jean Marc Lange, Université de Montpellier (France)
9. Didier Mulnet, Université de Clermont-Ferrand (France)
10. Véronique Solange Okome-Beka, ENS Libreville (Gabon)
11. Nadia Ursino, Université de Padoue (Italie)
12. Esoh Elamé, Université de Padoue (Italie)
13. Mondoué Roger, Institut Panafricain pour le Développement (IPD)/Cameroun
14. Anne Marilyse Kouadio, Ecole Normale Supérieure d'Abidjan/Cote d'Ivoire
15. Annie Beka, ENS Libreville (Gabon)
16. Stéphane Ngwanza, Institut des Relations Internationales du Cameroun/université de Yaoundé 2
17. Stéphane M. Moandjo, Institut des Relations Internationales du Cameroun/université de Yaoundé 2
18. Mireille Manga Edimo, Institut des Relations Internationales du Cameroun/université de Yaoundé 2
19. Elimé Bouboama, ENSTP/Ecole Polytechnique – Yaoundé – Cameroun